

# Mesurer l'importance des paradis fiscaux dans l'économie mondiale

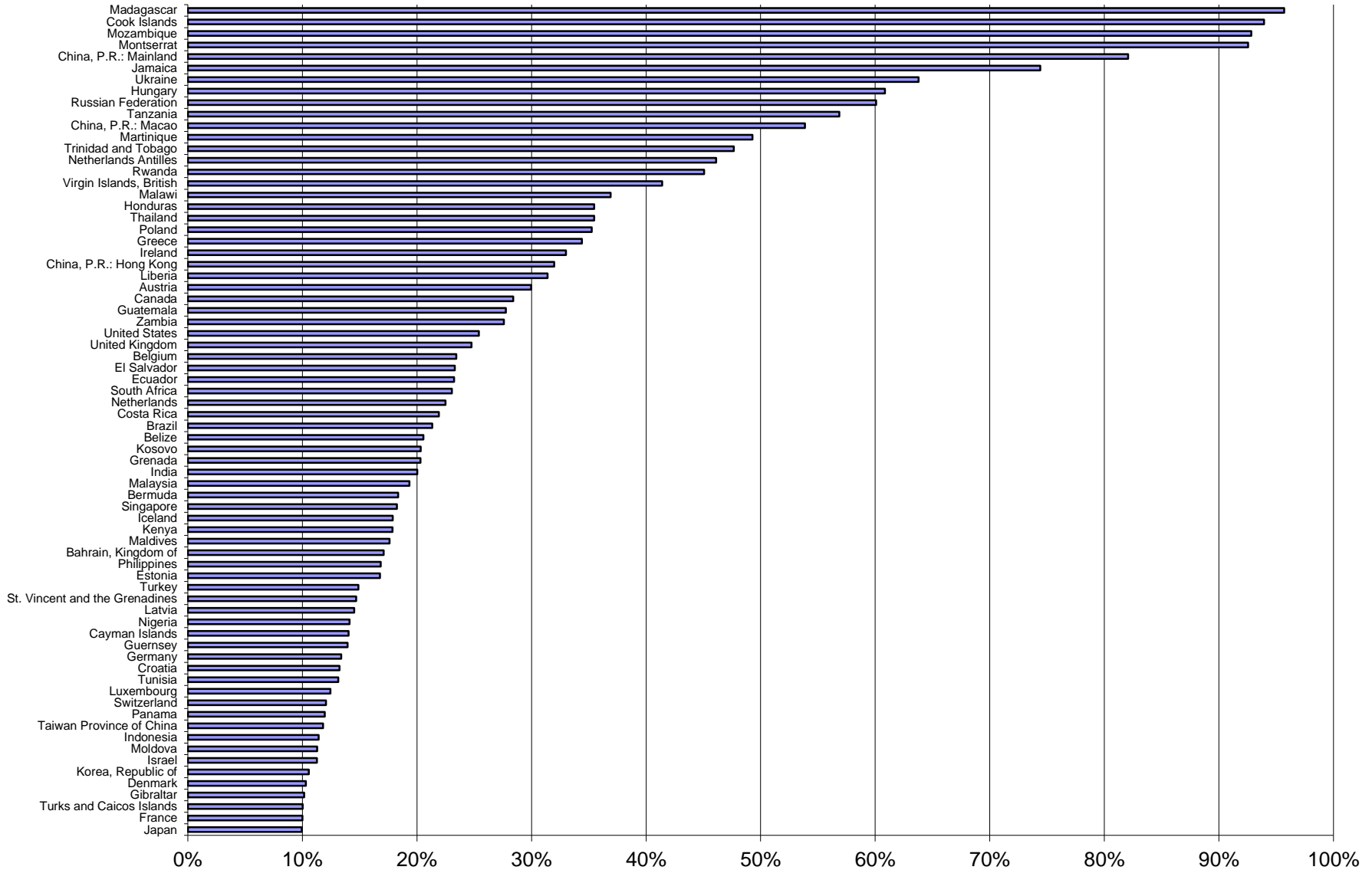
Une étude de



**TRANSPARENCY  
INTERNATIONAL  
FRANCE**

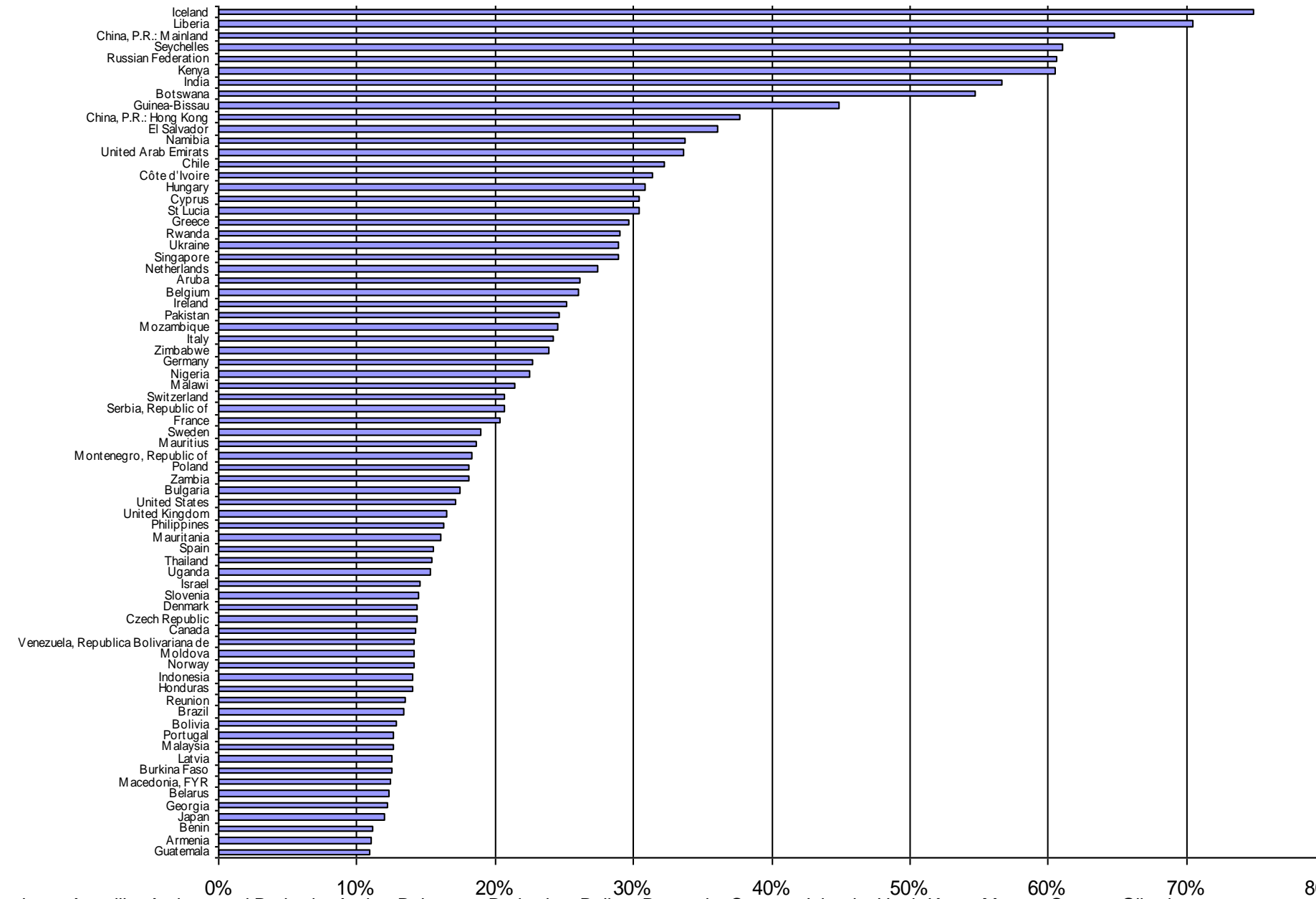
Mai 2014

Pourcentage des actifs d'un pays investis dans un paradis fiscal\*, rapporté au total des actifs investis depuis l'étranger  
 (sources: FMI 2011, calculs Transparency International France)



\*Andorra, Anguilla, Antigua and Barbuda, Aruba, Bahamas, Barbados, Belize, Bermuda, Cayman Islands, Hong Kong, Macao, Cyprus, Gibraltar, Guernsey, Jersey, Liechtenstein, Luxembourg, Malta, Marshall Islands, Mauritius, Panama, Seychelles, Sint Marteen, St Kitt and Nevis, St Lucia, St Vincent and the Grenadines, Switzerland, Turks and Caicos, British Virgin Islands

Pourcentage des actifs investis dans un pays depuis un paradis fiscal\*, rapporté au total des actifs investis dans ce pays depuis l'étranger (sources: FMI 2011, calculs Transparency International France)



\*Andorra, Anguilla, Antigua and Barbuda, Aruba, Bahamas, Barbados, Belize, Bermuda, Cayman Islands, Honh Kong, Macao, Cyprus, Gibraltar, Guernesey, Jersey, Liechtenstein, Luxembourg, Malta, Marshall Islands, Mauritius, Panama, Seychelles, Sint Marteen, St Kitt and Nevis, St Lucia, St Vincent and the Grenadines, Switzerland, Turks and Caicos, British Virgin Islands

# FOIRE AUX QUESTIONS

## 1. Quel est l'objet de cette étude ?

L'étude mesure pour 73 pays du monde le pourcentage des actifs (fonds propres et dettes) détenus dans ou depuis des paradis fiscaux.

## 2. Quelles ont été les sources utilisées ?

Les recherches ont été menées sur la base d'une étude annuelle du [Fonds Monétaire International](#) qui consiste à relever pour chaque pays les stocks d'investissements en provenance (inward) ou à destination d'un autre pays (outward).

## 3. Comment ont été calculés les pourcentages à partir des données de base ?

Tout d'abord, nous avons simplifié les données de l'étude du FMI afin de les rendre exploitables. L'étude du FMI fournissait pour un même stock d'investissement deux données : celles déclarées par l'économie principale et celles déclarées par l'économie de contrepartie. Dans les cas où les données ne correspondaient pas nous avons gardé le montant maximum.

Par exemple: Considérons le Brésil, économie principale et l'Australie, économie de contrepartie. En 2011, le Brésil a déclaré 5 363M\$ d'entrants alors que l'Australie a indiqué 13 107M\$ de sortants. Dans ce cas, nous avons conservé le maximum des 2 valeurs soit 13 107M\$.

Ensuite, nous avons réalisé quelques rapports qui ont permis d'obtenir, en trois étapes, les résultats exposés dans le graphique.

1) Constitution d'une liste de paradis fiscaux : c'est-à-dire de pays dont la législation bancaire est ou a été considérée comme opaque.

2) Calcul du montant total des stocks d'investissements par pays en provenance ou à destination de la liste des paradis fiscaux.

3) Création de pourcentage des stocks d'investissements par pays en provenance ou à destination des paradis fiscaux (résultats de l'étape 2) par rapport au total des investissements de ce pays.

## 4. Comment la liste des paradis fiscaux a-t-elle été établie ? Existe-t-il une liste exhaustive des paradis fiscaux ?

Il n'existe pas à proprement parler de liste officielle des paradis fiscaux. Leur définition même est sujette à débats, et il semblerait qu'ils ne puissent être caractérisés que par un faisceau d'indices. Pour notre étude, nous avons choisi une liste large afin de mieux rendre compte de notre propos.

**5. Comment peut-on définir les stocks d'investissements ? Que recouvrent les investissements pris en compte dans les graphiques ?**

L'étude porte sur les stocks d'investissements : fonds propres et dettes.

Une définition plus détaillée des investissements pris en compte dans cet étude, est disponible dans la [méthodologie du FMI](#).

**6. Que signifie un pourcentage de 100% d'actifs investis dans des paradis fiscaux ?**

Il faut d'abord se reporter à la question 2 sur le calcul des pourcentages. 100% d'actifs investis dans les paradis fiscaux signifie que la totalité des investissements de l'économie principale à l'étranger sont stockés dans des pays opaques.

**7. Peut-on conclure que l'ensemble des investissements à destination ou en provenance des paradis fiscaux proviennent du blanchiment et de l'évasion fiscale ?**

Non. En s'en tenant strictement à notre projet et à son élaboration, une telle affirmation ne serait que spéculation.

Premièrement, les données récoltées par le FMI sont purement déclaratives et ne reflètent donc pas nécessairement la réalité.

Ensuite, notre liste de pays opaques est, comme nous l'avons dit, large et dans une certaine mesure hétérogène.

Ainsi tout investissement à destination ou en provenance de ces pays n'est pas nécessairement illicite.

La poursuite de nos recherches permettra à l'avenir d'apporter une réponse plus précise à cette question.